

Des troubles préfabriqués au Venezuela selon le même modèle qu'en Ukraine

6 mai 2014



Walter Suter

Cependant les Etats de l'Amérique latine ferment les rangs face aux USA

*Interview de Walter Suter, ancien ambassadeur suisse au Venezuela**

Ces derniers temps, nos médias nous parlent régulièrement de l'opposition contre le gouvernement de Nicolás Maduro et contre sa politique au Venezuela. On lui reproche notamment son « incapacité en politique économique » ou ses « activités antidémocratiques ». La presse occidentale reprend de telles formules de manière complaisante et justifie ainsi les protestations souvent violentes. Vu de l'extérieur, ses descriptions rappellent les récits de Kiev et du Maidan, dans lesquels l'opposition est seule à être entendue. Etant donné que ce qui est publié dans nos médias, ne correspond guère à la réalité, « Horizons et débats » a interrogé Walter Suter, ancien ambassadeur suisse au Venezuela, qui a, actuellement encore, de nombreux contacts étroits en Amérique latine.

Horizons et débats : Le monde semble être en agitation. Dans divers pays, il y a des troubles, qui semblent tous évoluer selon le même modèle, en Syrie ou actuellement en Ukraine, mais également en Amérique latine, au Venezuela. Quelle est votre analyse de la situation dans ce pays-ci ?

Walter Suter : La situation actuelle au Venezuela est liée à la mort de Hugo Chávez. En octobre 2012, il avait été réélu à une grande majorité, mais il est décédé assez rapidement. Selon la Constitution, il fallait élire un nouveau président. Nicolás Maduro a gagné cette élection avec une très faible avance. L'opposition semble croire qu'on peut mettre sous pression le nouveau président, puisqu'il est, à leur vue, affaibli. Elle ne reconnaît donc pas le résultat du vote. Le conseil électoral, qui est en charge depuis plusieurs années et avait quelque mois auparavant confirmé le membre de l'opposition Henrique Capriles lors de l'élection du gouverneur, n'est soudainement plus fiable, bien que l'équipe soit toujours la même. C'est tout à fait irrationnel. Néanmoins cela a eu des conséquences fatales, puisque des jeunes partisans de Capriles sont descendus dans la rue. Il y eut en tout 12 morts, tous des partisans de Maduro, c'est-à-dire du gouvernement bolivarien. Nos médias ne nous ont pas présenté ces informations de cette manière. Cela avait déclenché une véritable crise que le gouvernement a certes pu reprendre en main, mais elle n'était pas encore terminée.

Pourquoi pas ?

L'opposition attendait la prochaine possibilité, afin de mettre sous pression une fois de plus le président

prétendument affaibli. L'objectif déclaré est sa destitution. Ce n'est rien de nouveau. L'objectif de l'opposition s'est toujours limité à dire : dehors Chávez, dehors Maduro. Il n'existe aucun programme politique concret.

Cela n'est pas un déroulement démocratique. Après la fin du mandat de Maduro, il y aura des élections régulières. Cela veut dire, que Capriles aurait tout légalement la possibilité démocratique, de gagner les élections et de reprendre les fonctions gouvernementales.

... cela va plus loin encore. La Constitution du Venezuela offre la possibilité, après l'expiration de la moitié du mandat de tous les fonctionnaires élus, de récolter des signatures pour un référendum de destitution. Cela est déjà possible après 3 ans et pas seulement après 6 ans, lors de la prochaine élection. Si l'opposition récolte les signatures nécessaires, il est donc possible de demander de nouvelles élections après 3 ans.

Il existe encore une autre variante d'un changement de pouvoir. Fin 2015, les élections parlementaires seront à l'ordre du jour. Si l'opposition s'appuie sur un programme électoral alternatif raisonnable, elle aura peut-être l'opportunité de gagner ces élections. Cette voie est ouverte. Elle doit s'y préparer et si elle gagne, elle va probablement faire partie dans le gouvernement en « cohabitation » avec le président. Le Venezuela est un Etat de droit très bien organisé et qui fonctionne. Le résultat des élections est toujours fiable, ce qui lui est attesté au niveau international. Si l'opposition gagne les élections, le Conseil électoral qui fonctionne indépendamment du pouvoir étatique, mais également la Cour suprême et le président d'Etat respecteront le résultat et ne contesteront pas sa légitimité.

Selon votre récit, tous les éléments démocratiques sont en place. On pourrait arriver à un nouveau gouvernement de manière absolument légale.

L'opposition contre le gouvernement Chávez existe depuis 15 ans. Elle a commencé dès son élection. La nouvelle Constitution, la Constitution bolivarienne, son Etat de droit social accompagné d'éléments de démocratie directe, a été combattu dès le début. Ceux qui avaient auparavant gouverné le pays pendant 40 années n'ont pas accepté la Constitution. C'était un système à deux partis, on se relayait constamment, comme aux Etats-Unis et on se répartissait le gâteau. 20 à 25% de la population en profitaient et le reste en était exclu. Alors ils avaient visiblement de la peine à céder leurs privilèges, qu'ils considéraient comme légitimes, tel le fait de pouvoir impunément ne pas payer ses impôts, etc. La cupidité était si grande, qu'ils étaient persuadés que tout leur appartenait et que Chávez le leur avait volé. La Constitution avait un fort aspect de redistribution. Les exclus devaient aussi pouvoir profiter un peu des richesses du pays et participer à la formation de la volonté politique. En ce temps-là, cela n'a pas été accepté par les puissants. C'était la raison pour le coup d'Etat contre Chávez de 2002 et la grève de pétrole qui le suivit provoquant des pertes de 10 à 15 milliards de dollars pour le pays. Cela a constitué une hypothèque lourde pour le jeune gouvernement. Les possibilités démocratiques n'ont jamais été acceptées, même si les élections en soi sont quelque chose de bourgeois. La résistance au delà de la légitimation démocratique se poursuit, comme les événements récents le montrent.

N'a-t-on pas fait usage du référendum de destitution, il y a quelques années ?

Oui, lorsque les deux actions anticonstitutionnelles mentionnées n'ont pas abouti, l'opposition s'est souvenue de la possibilité du référendum de destitution (qu'ils avaient combattue auparavant) et en 2004, ils ont récolté les signatures nécessaires. Le référendum a tout juste abouti, mais ils ont perdu le vote qui s'en est suivi. Avec 60% des voix, la majorité du peuple a confirmé Chávez dans sa fonction. Mais l'opposition n'a pas voulu l'accepter et s'est retiré des élections parlementaires de 2005. Elle a donc quitté le Parlement. Jusqu'à ce moment-là, elle possédait 40% des sièges. Ce n'était pas une petite minorité. Lors de ces élections, elle aurait pu s'attendre à un nombre de sièges semblables. Quitter un espace politique, mine de rien, est irrationnel. Probablement, ils voulaient ainsi démontrer la prétendue illégalité du gouvernement. Pourtant se sont eux qui se sont retirés, et cela sous les yeux de deux missions d'observation électorale, c'est-à-dire de l'UE et de l'OEA. J'y avais participé. Face au président de la Mission d'observation électorale de l'UE, l'opposition a assuré qu'elle se présenterait à l'élection ; trois jours plus

tard ils se sont retirés. En réalité, ils ont menti à la Mission. Voilà l'attitude de ses personnes.

Quelles en étaient les conséquences ?

Pendant 5 ans, ils n'étaient pas représentés dans l'espace politique et le parti gouvernemental pouvait réaliser son programme sans opposition. C'est l'arrière-plan. Lors des élections 2006, Chávez a de nouveau gagné les élections présidentielles. En 2012, Capriles s'est présenté et a clairement perdu les élections. Puis, après la mort de Chávez, ils ont espéré pouvoir prendre la barre, mais ils se sont trompés. C'est pourquoi la colère de l'opposition est si forte, parce qu'elle n'a pas percé dans le domaine de la politique électorale. Elle a continué à dénigrer le gouvernement. Cela est exact que la situation économique s'est réellement détériorée, que l'inflation et la pénurie de marchandises dominent, dues, au moins partiellement, au comportement de l'opposition. Mais il y a naturellement aussi les erreurs faites par le gouvernement, celles que l'opposition lui a toujours reprochées.

N'aurait-elle pas eu d'autres possibilités pour reprendre le pouvoir ?

En décembre 2013, elle a annoncé avec pompe que les élections municipales seraient un plébiscite contre le président. Cela n'a pas réussi. Le parti gouvernemental a préservé une avance de 10% en moyenne. Dans les élections communales elle détient plus de 70% des maires et des conseillers communaux. Les élections parlementaires dans deux ans seront la prochaine opportunité légale pour l'opposition d'inverser la donne. Cela laisse au parti gouvernemental un peu de temps pour se consolider et améliorer la situation économique et sécuritaire difficile. Suite à cela, il serait encore plus difficile pour l'opposition de gagner les élections parlementaires. C'est pourquoi ils vont continuer de perturber le développement politique et économique au Venezuela. C'est ce qu'ils tentent de faire depuis belle lurette, mais jusqu'à présent, ils n'ont pas atteint leurs buts.

Comment le gouvernement a-t-il réagi à ces activités ?

Jusqu'à présent, le gouvernement est resté très discret. Il y a quelques semaines cependant, il a décidé que les barricades devaient disparaître. Etant donné le fait que certains maires de l'opposition n'ont pas obtempéré, on est intervenu pour évacuer ces barrages routiers qui entravaient sérieusement la vie publique. Et maintenant c'est le calme. Le gouvernement est légitime, il a été élu par la majorité du peuple et ils ne se laissent pas provoquer par la minorité. Tout cela n'a pas déstabilisé le gouvernement en exercice. Au contraire, ils ont réussi de venir à bout de ces attaques. Ce qui est certain c'est que l'opposition avait le soutien des Etats-Unis. Les médias ont rapporté dans le monde entier des cas de violations des droits de l'homme : en réalité, il est prouvé que la majorité des 35 morts constatés au cours des démonstrations d'une durée de cinq semaines, étaient des partisans du gouvernement.

N'y a-t-il pas eu des snipers en action ?

Oui, de soi-disant mercenaires qui avaient l'ordre de tuer. Ils tirent sciemment d'abord sur l'opposition puis sur les forces de sécurité pour échauffer la situation. On a déjà vécu cela en 2002. Mais en ce temps-là, ils n'ont pas non plus eu de succès.

La population semble être du côté du gouvernement ?

Lors des 19 élections et votations écoulées, le parti gouvernemental a gagné 18 fois. Ce sont des chiffres impressionnants. Les réformes sociales, la participation des exclus, l'introduction d'éléments de démocratie directe – les habitants peuvent participer et décider dans les communes et dans les quartiers – la population sait à qui elle le doit. Cette révolution culturelle remet en question 500 ans de verticalité et d'autoritarisme suite à la participation directe des gens. L'importance de cet événement pour les populations est souvent sous-estimé dans nos pays occidentaux. Aujourd'hui, cela a déjà fait des racines. Malgré les campagnes médiatiques contre lui, l'engagement de Chávez en faveur de l'intégration du Venezuela au sein de l'Amérique latine déploie maintenant ses effets.

Comment faut-il concrètement se représenter cette intégration ?

Le Venezuela a le soutien de la région, notamment de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) [cf. encadré], mais également de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) qui comprend tous les Etats d'Amérique du Sud, incluant des Etats positionnés différemment au niveau idéologique. S'y ajoute encore la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (CELAC) [cf. encadré] qui est encore plus vaste. Mais la plus importante est l'UNASUR parce qu'elle a les structures les plus développées.

Comment a réagi l'UNASUR ?

Aussitôt que de tels mouvements d'opposition ont surgi – nous les avons eu en Bolivie, en Equateur et maintenant de nouveau au Venezuela après l'élection de Maduro – elle a resserré ses rangs et cela au-delà des frontières étatiques et idéologiques. Elle soutient les gouvernements démocratiquement légitimés et condamne les émeutes violentes. Ce soutien international a été très important, avant tout en tant que contrepoids contre le ténor dans la plupart des médias, notamment des médias privés de droite d'Amérique latine. Les gouvernements d'Amérique latine, même sans être socialistes, savent qu'à long terme, il est important de stabiliser la région, notamment comme zone de paix ; des émeutes illégitimes et violentes n'y ont pas leur place. Cela signifie un soutien important pour le gouvernement. Une commission des ministres de l'Extérieur de tous les Etats de l'UNASUR est invitée à rencontrer prochainement le gouvernement vénézuélien. L'Organisation des Etats américains (OEA) voulait également une telle rencontre, cependant sans auparavant consulter le gouvernement. L'UNASUR s'est d'abord mis en contact avec Caracas et a annoncé qu'elle désirait envoyer quelqu'un.

Quel rôle joue le Panama, qui a soudainement posé des exigences envers le Venezuela ?

Etant donné que les Etats-Unis et le Canada voulaient rester à l'arrière-plan, ils ont envoyé ce petit pays, totalement dépendant des USA. Le Panama a exigé l'instauration d'une commission contre les violations des droits humains.

Comment le Venezuela a-t-il réagi ?

Le gouvernement Maduro leur a transmis que personne ne devait venir sans avoir été invité. Ils ont refusé cette proposition et ont interrompu les relations diplomatiques avec le Panama. Puis, il y eut au sein de l'OAS une votation concernant cette proposition : des 32 Etats membres, 29 l'ont refusée. C'était une défaite claire pour les Etats-Unis. Ainsi on a soutenu le gouvernement de Caracas. Ce soutien régional et interétatique a énormément renforcé le gouvernement. Ces pays le font parce qu'ils savent que le Venezuela a un gouvernement légitimé démocratiquement et que dans leur pays ils risquent des démarches semblables.

La CELAC a déclaré l'Amérique latine zone de paix. Est-ce que cela a un rapport ?

Oui, lors de son dernier sommet la CELAC a décidé de déclarer explicitement sa région zone de paix et de ne plus tolérer de telles émeutes. Ce n'est pas dans l'intérêt d'une coexistence et d'un développement pacifiques. Tout le monde le sait, également ceux qui sont plutôt à droite qu'à gauche. Grace au soutien gouvernemental par une réelle majorité des citoyens et par les pays de la région, l'ultra-droite radicale du Venezuela et les instigateurs de Washington ont du pour le moment interrompre leurs activités. Cependant, on ne peut pas s'attendre à ce que les Etats-Unis abandonnent leur plans. Ils ont toujours un grand intérêt pour le Venezuela, car le pays a les plus grandes réserves certifiées de pétrole du monde entier. C'est donc une région hautement intéressante pour les Etats-Unis.

D'autant plus que les USA se retirent du Proche-Orient. Pourrait-il y avoir un lien ?

... oui, les Etats-Unis veulent jouer un rôle au niveau mondial et jouer de leur influence partout, en Europe, en Europe de l'Est, en Asie. Ils le font tout spécialement là, où leurs intérêts sont les plus grands. C'est de cette idée-là qu'il faut partir et il est clair que le gouvernement de Caracas le voit également ainsi.

Quelle est la position des Etats membres de l'ALBA, de l'UNASUR et de la CELAC ?

En Amérique latine, la situation est très claire. Il s'agit de créer une zone de paix. L'intégration se base sur la

souveraineté de chaque Etat-nation et sur une coopération solidaire et complémentaire. Voilà l'idée fondamentale de l'ALBA et de l'UNASUR : nous nous soutenons où nous pouvons, mais toujours librement, sur la base d'une souveraineté nationale claire. Au sein de l'UNASUR il y a un conseil de défense, mais les forces armées des divers pays restent autonomes tout en préconisant la coopération. On s'est mis d'accord que le devoir des Etats et des gouvernements est de sauvegarder la paix. C'est une organisation de défense mais sans engagements coordonnés et contingents de troupes. Il n'y a pas de commandement suprême. C'est un Conseil de défense ; il est avant tout politique et traite de questions de défense. Il y a des rencontres régulières et des présidences alternantes, changeant tous les six mois. Ces organisations – d'abord l'ALBA avec un nombre de pays assez restreint, ensuite l'UNASUR déjà plus élargie, puis la CELAC avec encore davantage de pays – représentent trois projets d'intégration dont l'initiative revient à Hugo Chávez. Lorsqu'il les a lancés, j'étais ambassadeur à Caracas. L'objectif de ces regroupements n'est pas la domination sur d'autres pays mais l'exacte contraire : égalité en droits, solidarité et complémentarité, car tous les pays ont une économie nationale différente avec laquelle ils veulent coopérer de façon complémentaire. On réalise aujourd'hui déjà que, même s'ils sont toujours sous pression par le Nord, ces pays ont résisté à l'épreuve du feu. Même si en Occident, on a de la peine à reconnaître ce fait, c'est la réalité.

Maduro a expulsé des diplomates états-uniens. Quelles en étaient les raisons ?

Le reproche était, qu'on aurait surpris des membres de l'ambassade qui avaient des contacts réguliers avec des meneurs de l'opposition, responsables d'altercations violentes. Il est bien connu que les ONG qui prétendent promouvoir la démocratie s'immiscent dans de telles activités, dirigés par le National Endowment for Democracy. Ainsi, à l'aide de la CIA, on mobilise les moyens financiers utilisés en faveur de groupes qui n'ont d'autres buts que de miner l'autorité de l'Etat. On les a surpris lors de telles activités et c'est pour cela qu'ils ont été expulsés. Ces personnes sont nommément connues, on a pu leur reprocher les faits.

Il y a quelques semaines a eu lieu à Genève une réunion de l'Union interparlementaire (UIP), à laquelle appartient aussi le Venezuela. Quelle est leur position concernant la situation au Venezuela ?

Au sein de l'UIP, il existe différents groupes, dont le GRULAC qui regroupe les 33 Etats d'Amérique latine et des Caraïbes. Ces Etats ont élaboré une résolution, dans laquelle ils soutiennent entièrement le gouvernement du Venezuela et condamnent les violences de l'opposition. Ce projet a été présenté au plénum de l'UIP. Ainsi, le GRULAC a entrepris un acte très important. Là aussi, on voit que le Venezuela est entièrement intégré dans la fédération des Etats d'Amérique latine.

Cette nouvelle intégration renforcée des divers Etats au sein de l'Amérique latine et le soutien mutuel des gouvernements empêcheront que de telles tentatives de coup d'Etats se multiplient.

Monsieur Suter, merci beaucoup de cette interview.

(Interview réalisée par Thomas Kaiser)

* Walter Suter est entré au service du Département fédéral des Affaires étrangères en 1964. Pendant sa longue carrière diplomatique, il a été actif dans un grand nombre de pays, avant tout en Amérique latine. Le Venezuela était le pays dans lequel il a représenté la Suisse jusqu'à sa retraite en 2007. Walter Suter est membre du parti socialiste suisse.

ALBA

thk. L'ALBA est une alliance politique et économique de neuf pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce regroupement s'appelle en espagnol : Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América – Tratado de Comercio de los Pueblos, ALBA-TCP. L'alliance représente une alternative au commerce de libre-échange de l'ensemble des régions américaines planifié par les Etats-Unis. Les pays membres sont Cuba, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua, le Venezuela, Sainte-Lucie, la République dominicaine, Antigua-et-Barbuda, Saint-Vincent et les Grenadines. D'autres pays de la région ont le statut d'observateur.

CELAC

La CELAC est un regroupement de tous les Etats américains et des Caraïbes, à l'exception des Etats-Unis et du Canada. Il s'agit d'une alternative à l'Organisation des Etats américains (OEA) créée par les Etats-Unis en 1948 qui, à l'époque, visait à empêcher l'expansion de l'influence soviétique en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Récemment, tous les Etats membres de la CELAC ont déclaré leur région zone de paix (cf. Horizons et débats no 4 du 17 février 2014).

WS. En septembre de l'année dernière, on a créé en Suisse un groupe parlementaire « Solidarité avec l'alliance ALBA » (cf. encadré concernant l'ALBA). Ces 33 personnes inscrites ont un intérêt particulier à collaborer avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et sont d'avis que les activités de ces Etats forment un projet somme tout fort intéressant. Ils ont adopté une déclaration de soutien à l'attention des gouvernements – contre l'usage de la force. Cela est important pour le gouvernement du Venezuela.

Il est également important de faire connaître l'existence de ce groupe de parlementaires suisses. Il s'agit d'une première action concrète de ce groupe en faveur de Etats membres de l'ALBA pour exprimer leur solidarité avec les gouvernements et les populations. L'ALBA est un projet socialiste qui a pu empêcher la mise en place par les Etats-Unis d'une zone de libre-échange en Amérique latine.

»» http://www.horizons-et-debats.ch/index.php++cs_INTERRO++id=4263